



**Décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement**

Création d'un supermarché COLRUYT, comportant un parking de 69 places, à Masevaux (68)

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2, R122-3 et R122-3-1 ;
- VU l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas, en application de l'article R122-3-1 du code de l'environnement ;
- VU le dossier de demande d'examen au cas par cas présenté par le maître d'ouvrage « IMMO COLRUYT FRANCE SAS - 4 rue des Entrepôts - 39700 ROCHEFORT SUR NENON », reçu complet le 27 avril 2023, relatif au projet de création d'un supermarché COLRUYT, comportant un parking de 69 places, à Masevaux (68) ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- VU l'arrêté préfectoral N° 2020/378 du 5 octobre 2020 portant délégation de signature de la Préfète de la Région Grand Est, Préfète du Bas-Rhin en faveur de M. Hervé VANLAER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est ;
- VU l'arrêté DREAL-SG-2023-08 du 16 janvier 2023 portant subdélégation de signature de M. Hervé VANLAER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est en faveur de M. Pierre SPEICH, chef du service Évaluation Environnementale et de son adjoint M. Hugues TINGUY, de

Mme Christelle MEIRISONNE, adjointe au chef de pôle Projets, et de M. Philippe LAMBALIEU, chef de pôle Plans/programmes ;

VU l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 16 mai 2023 ;

VU l'avis du Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges du 28 avril 2023 ;

CONSIDÉRANT la nature du projet :

- qui relève de la rubrique n°41 a) de la nomenclature annexée à l'article R122-2 du code de l'environnement «Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus » ;
- qui consiste en la construction d'un magasin COLRUYT, comportant un parking de 69 places à Masevaux (68) ;
- qui comporte la démolition du supermarché existant sur le terrain ;
- qui crée une surface de plancher de 1 439,5 m² sur un terrain de 5 020 m² ;

CONSIDÉRANT la localisation du projet :

- 22, Fossé des veaux à Masevaux-Niederbruck ;
- sur un site déjà anthropisé accueillant un supermarché ;
- au sein d'une zone déjà urbanisée ;
- au sein d'une commune classée à risque significatif lié au radon, enjeu qui nécessite la mise en œuvre de mesures limitation de l'exposition des futurs usagers ;

CONSIDÉRANT les caractéristiques des impacts du projet sur le milieu et la santé publique ainsi que les mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire leurs effets :

- les impacts potentiels liés à la gestion des eaux pluviales susceptibles de générer une accélération des écoulements en aval, pour lesquels le maître d'ouvrage s'engage à réaliser :
 - une étude de gestion des eaux pluviales (en cours) ;
 - la mise en œuvre d'une gestion à la parcelle avec infiltration des eaux ;
 - l'équipement du parking d'un séparateur à hydrocarbures ;
- les impacts liés à l'intégration paysagère du projet, pour lesquels le maître d'ouvrage s'engage à réaliser :
 - un aménagement paysager du projet (plantation d'arbres d'essences locales et de buissons) ;
 - une gestion raisonnée des espaces verts ;
- les impacts liés au changement climatique, pour lesquels le maître d'ouvrage prévoit notamment :
 - l'usage de matériaux et d'équipements techniques (groupes froids, chauffage...) performants ;
 - l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture ;
 - la mise en place de places de stations de recharge électriques ;
- les impacts liés aux risques d'exposition à l'amiante, pour lesquels le dossier ne comporte pas d'éléments et pour lesquels il revient au maître d'ouvrage, avant de procéder à la démolition, à minima :
 - de faire procéder au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante ;
 - de communiquer le résultat à l'ensemble des intervenants sur le site ;

- les impacts liés à la situation du projet au sein d'une commune classée à risque significatif vis-à-vis du radon, pour lesquels le dossier ne comporte pas d'éléments et pour lesquels il revient au maître d'ouvrage d'intégrer la gestion de cette problématique dès la phase de conception des bâtiments, tel que précisé dans le guide technique « CSTB constructions neuves et radon », afin de limiter l'exposition des futurs usagers, notamment, à titre d'exemple : aération suffisante des locaux et entretien des systèmes de ventilation, étanchéification des enveloppes de bâtiments en contact avec le terrain, ventilation des soubassements, ... ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire et sous réserve du respect de ses engagements et obligations, notamment ceux portant sur la Loi sur l'eau, le paysage, le réchauffement climatique, l'amiante et le Radon, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

D É C I D E :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de création d'un supermarché COLRUYT, comportant un parking de 69 places, à Masevaux (68), présenté par le maître d'ouvrage « IMMO COLRUYT FRANCE SAS », **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

L'autorité décisionnaire est chargée de vérifier au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 4 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Strasbourg, le 25 mai 2023

Pour le Directeur Régional de
l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la région Grand Est,
et par délégation,
l'adjoint au chef du service Évaluation
Environnementale,



Hugues TINGUY

Voies et délais de recours	
<p>1) Un recours administratif préalable est obligatoire avant le recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision.</p> <p>L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.</p> <p>Le recours administratif doit être adressé à Monsieur le préfet de région - Préfecture de la région Grand Est - 5 place de la République - BP 87031 - 67073 STRASBOURG cedex</p> <p>Il peut aussi être adressé un recours hiérarchique au supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision : Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire - 246, bd Saint Germain - 75700 PARIS</p>	<p>2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif.</p> <p>Le recours contentieux doit être déposé devant le tribunal administratif de Strasbourg sur le site www.telerecours.fr.</p>